



Royaume du Maroc
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation
des Cadres

PRESIDENCE DU CNAEM 2017

CONCOURS NATIONAL D'ACCÈS AUX ÉCOLES DE MANAGEMENT

FILIERE ECONOMIQUE ET COMMERCIALE

OPTION SCIENTIFIQUE

EPREUVE : HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN

Mardi 16 Mai 2017- de 8 h à 12 h

L'épreuve comprend 8 pages

Le candidat traitera l'un des deux sujets suivant. Il en recopiera l'intitulé sur sa copie.

Sujet 1 : La zone sahélo-saharienne un espace convoité et sous tension

Sujet 2 : Les enjeux de l'affirmation de la puissance US depuis la fin de la guerre froide

En confrontant les informations présentes dans le dossier documentaire, vous montrerez *comment les Etats-Unis se sont-ils progressivement imposés comme la principale puissance de la fin du XXème siècle ? Et quel rôle mondial jouent-ils aujourd'hui ?* Puis vous présenterez les limites de ces documents par rapport au sujet posé.

Composition du dossier documentaire

Document 1 : Chronologie de la géopolitique des USA depuis 1990

Document 2 : La puissance économique des Etats-Unis

Document 3 : Carte des limites de la puissance US dans un monde multipolaire

Document 4 : La stratégie globale des USA-avec schéma

Document 5 : L'accord d'Oslo

Document 6 : La guerre contre le terrorisme

Document 7 : La crise US des années 2007-2008

Document 8 : L'Asie-Pacifique : enjeux et défis pour la puissance américaine

Document 9 : La dette US

Document 10 : Les prévisions sur la politique étrangère du nouveau président des USA

Document 1 : Chronologie de la géopolitique des USA depuis 1990

Chronologie

- 1990-1991 : Guerre du Golfe
- 1993 : Accord d'Oslo
- 1995 : Accord de Dayton
- 1991 : Effondrement de l'URSS, fin de la guerre froide
- 2000 : Élection de G.W.Bush (réélu en 2004)
- 2001 : Attentats du 11 septembre suivie par l'invasion de l'Afghanistan
- 2003 : Guerre d'Irak
- 2008 : Crise des subprimes
- 2008 : novembre - Élection de Barack Obama
- 2009 : juillet - Sommet sino-américain à Washington DC, qualifié de G2
- 2011 : Intervention US en Lybie en soutien de la France et du Royaume uni
- 2012 : Retrait US annoncé d'Afghanistan
- 2012 : Assassinat ambassadeur US en Lybie
- 2013 : Echec de la ligne rouge d'Obama en Syrie
- 2015 : Accord sur le nucléaire iranien à Vienne
- 2016 : USA et CHINE ratifient accords de Paris sur le climat COP 21
- 2016 : novembre- Élection de Donald Trump

Document 2 : **La puissance économique des USA** *Les cahiers de l'Ecole de guerre économique N° 23 novembre 2016*

L'« hyperpuissance » américaine se manifeste par son économie. Les Etats-Unis sont en effet la première puissance économique mondiale. Les Etats-Unis font partie de la Triade, ils réalisent 13% du commerce mondial et représentent 25,7 % du PIB mondial. Plusieurs traités de libre échange et de coopération économique (ALENA, APEC...) favorisent leurs échanges commerciaux avec le reste du monde.

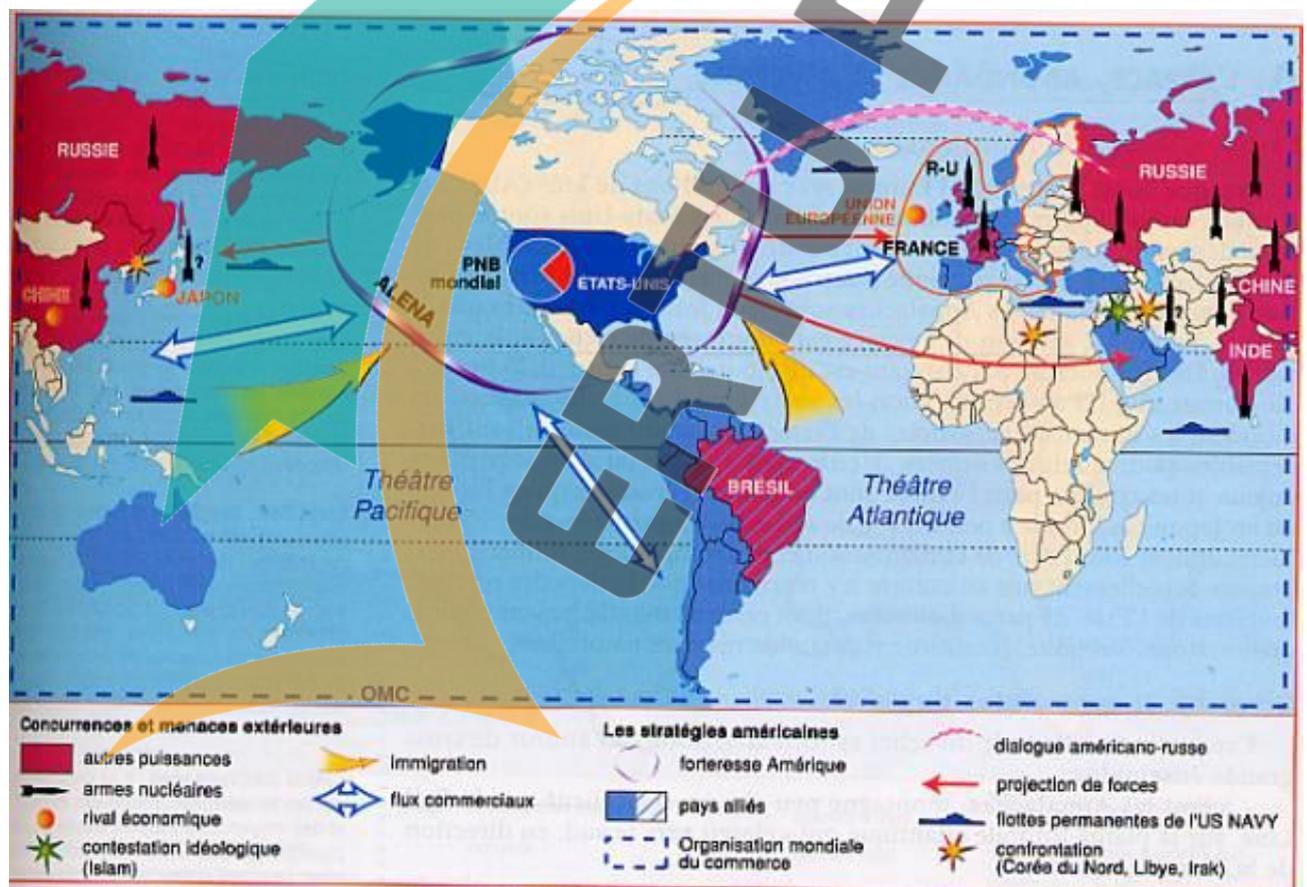
Les Etats-Unis sont aussi une grande puissance financière avec les plus grandes bourses mondiales sur leur territoire : le NASDAQ (pour les nouvelles technologies), la bourse de Chicago (pour l'agroalimentaire) et le NYSE (la première place financière mondiale). De plus, depuis la conférence de Bretton Woods en 1944, le dollar a remplacé l'or et est la

monnaie de référence : il constitue près de 65 % des réserves monétaires des banques centrales.

Par ailleurs les Etats-Unis détiennent un autre atout économique dont ils font usage en diplomatie : ils sont les principaux contributeurs du FMI (fonds monétaire international) et de la BIRD (banque internationale de reconstruction et de développement) et y détiennent un droit de veto, le FMI ayant pour rôle de prévenir les crises financières internationales, la banque mondiale ayant comme objectif la réduction de la pauvreté à travers le développement économique. On peut ajouter que les Etats-Unis reçoivent et émettent le plus grand chiffre d'IDE (investissements directs à l'étranger, il s'agit des capitaux placés à l'étranger dans la création d'entreprises ou d'activités économiques) au monde avec 18% des investissements mondiaux placés aux Etats-Unis et 23 % des investissements placés dans le reste du monde sous contrôle américain.

Document 3 : LES LIMITES DE LA PUISSANCE DES USA DANS UN MONDE MULTIPOLAIRE- 1990-2016.

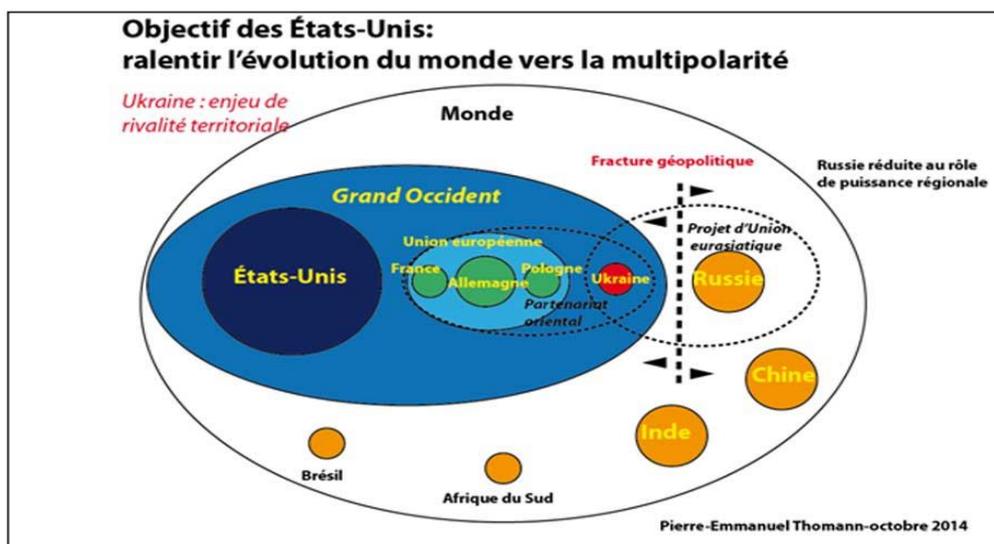
Cartographie : les limites de la puissance US - IEP /Paris CERI 2016



Document 4: La Stratégie globale des USA :

www.diploweb.com › Revue géopolitique d'analyses politiques et géostratégiques Février 2017.

La stratégie géopolitique globale des États-Unis a pour objectif prioritaire le contrôle de l'Eurasie sur la carte du monde. Avec une continuité remarquable, les États-Unis cherchent depuis près de deux siècles à éviter que n'émerge une puissance qui puisse défier leur statut de puissance mondiale sur ce continent. Les États-Unis ont ainsi combattu l'Allemagne de Guillaume II et ses visées impérialistes continentales à l'occasion de la première guerre mondiale, l'Allemagne nazie et leur projet de domination de l'Eurasie à l'occasion de la Deuxième guerre mondiale en enfin l'URSS et ses visées expansionnistes pendant la guerre froide. Ils tentent aujourd'hui d'empêcher un rapprochement entre l'Union européenne et la Russie par l'élaboration de politiques aux conséquences déstabilisatrices pour une unification du continent eurasien comme l'élargissement de l'OTAN, le bouclier anti-missile et la tentative de détachement de l'Ukraine du monde russe. Les gouvernements des États-Unis sont ainsi constamment tentés depuis les années 1950 au XXème siècle par l'endiguement et la politique de refoulement territorial de la Russie. Ces stratégies sont directement issues des représentations géopolitiques anglo-saxonnes dont les fondements ont été conceptualisés par Sir Halford Mackinder (le Heartland), Nicolas Spykman (le Rimland) et plus récemment Zbigniew Brzezinski qui pointe à nouveau l'Eurasie comme le centre des stratégies géopolitiques américaines à l'échelle du monde. Ce politologue américain proche des administrations américaines et expert renommé dans les think tanks aux États-Unis a préconisé dès 1996 de former un axe constitué par la France, l'Allemagne, la Pologne et l'Ukraine pour faire rétrécir l'influence russe.



Document 5 : L'accord d'Oslo - Revue de politiques internationales du 11 septembre 1993

« Les enfants d'Abraham, les descendants d'Isaac et d'Ismaël ont embarqué ensemble pour un voyage hardi. Ensemble aujourd'hui, avec tout notre cœur et toute notre âme, nous leur souhaitons shalom, salam, paix. » C'est en ces termes que le président américain Bill Clinton s'est félicité, le 13 septembre 1993, de la signature de l'accord portant sur l'autonomie de Gaza et Jéricho. Symbolisé par une poignée de main historique entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, cet accord a été précédé de plusieurs mois de négociations. Pas moins de onze sessions de travail auront été nécessaires aux négociateurs des deux bords pour accoucher d'un monument de la diplomatie secrète : « l'option Gaza-Jéricho ».

Document 6: La guerre contre le terrorisme. Extrait de : *La politique américaine et ses évolutions depuis le projet du Grand Moyen Orient* de Alia Al Jiboury, novembre 2006

« Une des limites les plus visibles de « la guerre contre le terrorisme » est très certainement le cas de l'Irak. En effet, ce pays attaqué sous prétexte d'entretenir des liens avec Al Qaeda et de détenir des armes de destruction massive est en réalité le pire échec de cette nouvelle politique américaine. Trois ans après la guerre les preuves de détention d'armes de destruction massive et de lien avec les islamistes sont absents. Pire encore l'Irak qui avait été préservée de l'implantation de groupes islamistes trans-étatiques de type mafieux est aujourd'hui le terrain mondial de prédilection des actes de violences terroristes. Le pays est la proie de groupes islamistes aux intérêts divergents qui viennent tirer profit de la situation chaotique de lutte pour le pouvoir stigmatisé faute d'absence de société civile par une lutte communautaire. L'Irak à l'heure actuelle est devenu, alors qu'il en était préservé sous

Saddam Hussein, un nouveau pays incontournable dans le trafic de la drogue. De plus les Américains semblent être pris au piège dans un pays qui voit sa situation se détériorer de jour en jour, ternissant gravement leur image et par là-même les idées qu'ils veulent promouvoir. Les Etats-Unis en attaquant l'Irak ont été perçus par les populations arabes comme des envahisseurs dangereux voulant mettre la main sur les réserves naturelles irakiennes. Loin d'avoir apaisé la situation, l'Irak a ouvert un nouveau front de cristallisation des opinions arabes au Moyen-Orient. La théorie du complot américano-sionniste est de plus en plus présente et empire au fur et à mesure que la situation en Irak, mais aussi en Palestine se détériore ».

Document 7: La crise US des années 2007-2008 de Donald Hebert – *Le Nouvel Observateur* le 2 septembre 2011.

La crise financière déclenchée en 2007 est partie de l'éclatement de la bulle immobilière américaine. Les banques ont accordé un trop grand nombre de prêts à des ménages disposant de revenus trop faibles. Pour financer ces prêts, les banques ont vendu sur les marchés financiers des produits titrisés. Dopé par le crédit, le marché de l'immobilier s'est emballé.

Lorsque le marché s'est retourné, les titres à base de subprimes ont perdu leur valeur. Les investisseurs qui en ont achetés ont épongé de lourdes pertes avec les conséquences que l'on connaît sur l'économie mondiale. Du côté du marché immobilier américain, il s'en est suivi "une contraction des volumes phénoménale entre 2006 et 2009, "Mais, cette purge passée, on aurait pu s'attendre à une reprise."

*Au lieu de cela, les saisies continuent au rythme d'un million par an, venant gonfler l'offre de biens, et causant ainsi la baisse du prix des maisons. Résultat : le marché américain est gelé. Pourquoi acheter un produit dont le prix baisse ? 40% des ventes de maisons sont des ventes forcées, rappelait la Fed le 1er septembre. La chute de l'immobilier n'est pas sans conséquences sur l'économie mondiale. Faute de pouvoir vendre sa maison, impossible d'aller chercher un nouvel emploi dans un autre état. La mobilité des actifs est essentielle aux Etats-Unis, puisqu'elle compense la quasi absence d'assurance chômage. Sans reprise de l'emploi, pas de reprise de la consommation américaine. Née de l'immobilier, la crise des "subprimes" est à l'origine de la crise des dettes souveraines actuelle, dont le remède, la croissance, ne peut intervenir sans la reprise du marché intérieur américain. En jouant imprudemment avec le marché immobilier américain, **JP.Morgan Chase, Goldman Sachs et Deutsche Bank** et les autres ont plongé les Etats-Unis dans un marasme de 10 ans.*

Document 8: L'Asie pacifique : enjeux et défis pour la puissance américaine. *Extrait de Justin Vaïsse « Barack Obama et sa politique étrangère » (Odile Jacob, 2012)*

« Depuis 1945, l'emprise sur cet espace représente pour les États-Unis un enjeu géostratégique (200 000 GI's y sont présents) et un véritable défi économique- ce d'autant plus que la Chine (les Américains y sont les deuxièmes investisseurs, avant le Japon, au mépris de leurs affinités idéologiques) et l'Inde émergente représentent des marchés colossaux, et de plus en plus ouverts. Quoique réellement menacé par le modèle asiatique, le modèle américain prévaut encore largement dans la région. Ce que révèle la crise japonaise de 1990 et celles des nouveaux pays industrialisés d'Asie de 1997, c'est d'une part la fragilité de ces nouvelles puissances susceptibles de remettre en cause la suprématie américaine, mais aussi la dépendance de cette aire vis-à-vis des États-Unis (c'est le FMI qui a été appelé au secours). Les États-Unis ont en outre empêché la création d'un fond monétaire asiatique qui aurait consacré la centralité du Japon. Toutefois, dans le domaine culturel, l'exemple de Bollywood, seule industrie cinématographique nationale capable de concurrencer Hollywood, souligne la possibilité d'une autonomie dans cette région. »

Document 9: La dette US : la dette du gouvernement fédéral américain a officiellement passé la barre des 19.000 milliards de dollars - soit 103% du PIB national - fin janvier 2016- *Washington Times. Le 03.02.2016*

« 13.700 milliards de dollars concernent directement la dette publique détenue par les entreprises et les particuliers, et encore 5 300 milliards représentent la dette nationale du gouvernement envers la Réserve fédérale américaine (Fed).

Depuis l'accession de Barack Obama à la présidence, la dette de l'État a augmenté de 8.000 milliards de dollars en sept ans pour pratiquement doubler pendant son mandat. La même dynamique avait été enregistrée par les obligations de l'État à l'époque de son prédécesseur George W.Bush. Le 2 novembre 2015, Obama a approuvé l'augmentation du plafond des emprunts pour le gouvernement. Les autorités américaines comptent revenir à la question du plafond créancier en 2017. D'ici là, la dette publique devrait atteindre 20.000 milliards de dollars. En juillet 2015, l'ex-sénateur républicain Ron Paul avait appelé à régler le problème de l'immense dette américaine. Selon lui, une crise similaire à la Grèce attendrait le pays

dans le cas contraire. Il pense que les États-Unis devraient réduire "les dépenses militaires, les dépenses sociales et réduire les privilèges pour les entreprises ».

Document 10: Les prévisions sur la politique étrangère du nouveau président des USA

Extrait de « *Analyse de l'IRIS* » par Nicholas Dungan Directeur de recherche - IRIS décembre 2016

« Au niveau doctrinal (les analystes sont obsédés par le besoin d'identifier une « doctrine » caractérisant tous ceux qui occupent la Maison Blanche, ou souhaitent l'occuper, en matière de politique étrangère), Trump serait donc isolationniste. Rien de bien nouveau donc, même si nous en avons perdu l'habitude depuis la disparition de l'Union soviétique et l'entrée dans un monde unipolaire. Car historiquement, le repli sur soi des États-Unis n'a rien de novateur, de même que les critiques répétées de Donald Trump contre l'ONU, qu'il estime trop généreusement financée par Washington. De même, il propose une approche plus musclée au Moyen-Orient, sans toutefois exclure de ne pas s'engager quand les conditions ne sont pas requises. Trump propose au final une Amérique moins systématiquement engagée sur la scène internationale, décidant selon son intérêt national de s'investir ou au contraire de rester en retrait. Cela fait de lui un réaliste, ce qui a pour effet d'exaspérer les libéraux (nombreux dans le camp démocrate) adeptes d'une Amérique omniprésente et porteuse de valeurs universelles, et plus encore les néoconservateurs, défenseurs autoproclamés d'un messianisme américain (et donc libéraux également). On peut être en désaccord avec ces positions isolationnistes mais elles ne sont pas particulièrement nouvelles, et encore moins ultra minoritaires ».